



African Union



NEPAD Planning and  
Coordinating Agency (NPCA)

Date : 17.06.2010  
Réf. : NPCA/PRMC/AK01

www.nepad.org  
info@nepad.org  
Tel: +27 (0) 11 256 3600  
Fax: +27 (0) 11 206 3762

P.O. Box  
1234, Halfway House  
Midrand, 1685  
Johannesburg  
South Africa

**PROJET DE NOTE CONCEPTUELLE**  
**SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS ET DE LA COMMUNICATION**  
**AU PDDAA DANS LE CONTEXTE AGRICOLE AFRICAIN<sup>1</sup>**  
**22 et 23 juillet 2010**

Ouagadougou, Burkina Faso

---

**A : Raison et justification de l'organisation de l'atelier de travail**

Au cours des quelques dernières années, et tant à l'échelle africaine que mondiale, les liens qui existent entre le prix élevé des combustibles, la cherté des denrées alimentaires et le bien-être des africains les plus vulnérables ont retenu une très grande attention. Le secteur agricole africain et ses incidences pour le développement de l'Afrique ont été l'objet d'un vif intérêt, et cela a résulté en un regain d'appui, des engagements financiers importants et des promesses de la part des gouvernements africains et des pays partenaires au développement. Un nouveau slogan indiquant que « l'agriculture est de nouveau au centre des préoccupations » est apparu et place clairement le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) de l'Union africaine (UA) au centre des efforts nationaux, régionaux et mondiaux destinés à donner la priorité au secteur agricole africain.

Pour ceux qui participent au travail du PDDAA-NEPAD, l'environnement actuel qui reflète un intérêt accru en faveur de l'agriculture fournit une opportunité unique pour sensibiliser les publics africains quant à la pertinence de l'agriculture pour leur propre bien-être individuel et pour le développement du continent tout entier.

---

<sup>1</sup> Y compris les professionnels en relations publiques et communication des ministères de l'Agriculture et/ou les professionnels qui font déjà partie du réseau actuel des journalistes du NEPAD

**CAADP**

En tant que lien le plus important et, dans certains cas, lien unique entre les décideurs et les citoyens, le rôle des médias revêt une importance majeure pour informer le public des questions agricoles et, plus spécifiquement, du programme PDDAA-NEPAD.

### **B : Problèmes rencontrés par les journalistes agricoles**

Cependant, étant donné qu'un grand nombre de médias africains sont surtout préoccupés par les bénéfices et implantés dans les zones urbaines, ils ont tendance à ignorer les questions relatives au développement rural, aux changements environnementaux, et à la nutrition et sécurité alimentaire qui valorisent l'agriculture ; ils estiment que ces sujets sont compliqués, lents à évoluer et dénués d'intérêt pour les auditoires, ce qui explique qu'ils n'attirent pas l'attention des journalistes.

Pour compliquer davantage les problèmes, les journalistes assignés au secteur agricole sont confrontés à une pléthore de difficultés organisationnelles, institutionnelles et liées aux ressources mobilisables. En premier lieu, les journalistes qui couvrent les thèmes agricoles du PDDAA (p. ex. la gestion durable des terres, les pêcheries, la sécurité alimentaire, le changement climatique, etc.) ont du mal à expliquer pourquoi et de quelle manière le PDDAA-NEPAD est pertinent pour leur(s) auditoire(s), en raison des limites qui leur sont imposées quant au temps et à l'espace dont ils peuvent disposer. Dans une certaine mesure, ce problème est aggravé par la pénurie d'effectifs dont souffrent la plupart des organismes médiatiques qui doivent couvrir un grand nombre de nouvelles liées au monde des affaires et à l'économie, à l'agriculture, aux affaires régionales africaines et aux affaires internationales, ainsi que leur interdépendance avec le commerce et les politiques à l'échelle mondiale.

En fait, un grand nombre de salles de presse africaines commencent à diminuer le nombre de journalistes attirés qui couvrent ces secteurs, et préfèrent compter sur les agences de presse internationales. Par ailleurs, peu de salles de presse, à l'exception de quelques-unes situées au Kenya, en Afrique du Sud, en Égypte et au Nigéria ont des correspondants/journalistes attirés qui concentrent leur attention sur l'agriculture, le PDDAA-NEPAD et/ou les efforts que déploie l'Union africaine pour favoriser le développement de l'agriculture et l'essor économique rural.

Ces difficultés sont exacerbées par la nature même de l'agriculture qui est un vaste secteur constitué de plusieurs sous-secteurs inextricablement liés à la croissance économique et aux expériences réellement vécues par la majorité des africains. En outre, il convient de remarquer que l'agriculture africaine comporte généralement une série d'incidences qui affectent concrètement les dimensions socio-économiques, politiques et même culturelles des expériences des individus.

Un autre problème provient de l'absence de contact entre les journalistes qui couvrent le PDDAA-NEPAD et les journalistes plus spécialisés qui s'intéressent, par exemple, à la politique nationale des États membres. Pour les journalistes qui fournissent des comptes rendus généraux sur le NEPAD, il est souvent difficile d'évaluer la signification et l'impact vraisemblable de certaines décisions prises par le Secrétariat et des diverses priorités nationales du NEPAD (p. ex. le PDDAA), de sorte qu'ils ne leur donnent pas la visibilité qu'elles méritent. D'un autre côté, les spécialistes des affaires nationales ne comprennent généralement pas la nature des diverses étapes du processus décisionnaire du NEPAD/UA ou les rôles des diverses institutions de l'Union africaine, et ils sont donc enclins à décrire les responsabilités aux niveaux national et régional de manière inexacte. Ils sont également plus susceptibles d'être victimes des emballements et préjugés nationaux, étant donné qu'ils ne possèdent pas les contacts ou moyens nécessaires pour contre-vérifier les comptes rendus nationaux vs les comptes rendus régionaux et vice versa.

En outre, pour être en mesure de fournir des informations sur le PDDAA aux citoyens africains et/ou rendre les décideurs du NEPAD redevables de leurs actions, il est indispensable de mener des enquêtes réellement transnationales afin d'avoir accès aux informations provenant des responsables et d'autres sources potentielles à divers niveaux de la gouvernance de l'Union africaine. L'absence de produits médiatiques ou de coopération en matière de recherche (concernant les médias, le journalisme et le NEPAD) reflétant de véritables échanges intra-africains signifie que les pièces du puzzle de chaque nouvelle relatée restent éparpillées et l'examen public intervient trop tard ou ne produit pas un impact durable parmi l'ensemble des citoyens africains.

Compte tenu des observations précédentes, il n'est pas surprenant de noter que les articles consacrés au PDDAA qui paraissent dans la presse écrite africaine sont principalement motivés en tant que réponse à la crise entourant les « prix élevés des denrées alimentaires » et en tant que véhicule destiné à mobiliser des fonds globaux en faveur de l'agriculture africaine. Le PDDAA fait également souvent l'objet d'une couverture médiatique dans le contexte d'un événement global quelconque au cours duquel les dirigeants et donateurs s'engagent à l'utiliser comme voie conduisant à la revitalisation de l'agriculture africaine. Les explications détaillées sur le déploiement/mise en œuvre du PDDAA aux niveaux régionaux et nationaux sont peu nombreuses. Ces couvertures médiatiques du PDDAA sont, dans une certaine mesure, liées au fait que les médias ont tendance à parler des problèmes agricoles lorsqu'il y a une crise et/ou lorsqu'un dirigeant politique dévoile un projet agricole, comme cela a été souvent constaté. Ce qui est intéressant à signaler est que si les journalistes africains avaient fait part des premières alertes concernant l'accès aux denrées alimentaires (prix élevés des denrées alimentaires) et

l'augmentation du nombre d'individus affamés, les gouvernements et les organismes de secours auraient peut-être réagi plus tôt.

Cela étant dit, même dans les circonstances actuelles, les organismes médiatiques africains pourraient prendre des mesures positives pour mieux informer les citoyens et encourager le débat transnational (régional) sur le PDDAA-NEPAD, ainsi qu'il est décrit ci-après.

### **C : Cinq mesures clés qui pourraient être prises pour revitaliser le travail des journalistes (agricoles) en ce qui concerne le PDDAA**

1) Les rédacteurs doivent traiter les questions concernant le PDDAA en tant que nouvelles d'intérêt national. Les nouveaux événements qui ont trait au NEPAD sont généralement négligés, sauf en cas d'évènement majeur (réunion du PDDAA, lancement d'une école d'enseignement en ligne, examen MAEP [Mécanisme africain d'évaluation par les pairs], etc.), et ils sont généralement enfouis dans les pages intérieures consacrées à l'économie et aux affaires politiques à l'échelle régionale, bien que la fréquence et l'étendue de la couverture parmi les diverses sections aient augmenté. Même les services journalistiques et radiodiffuseurs régionaux devraient réfléchir à la manière d'avoir une présence dans diverses villes africaines clés (Nairobi, Addis-Abeba, Lagos, Le Caire, Johannesburg, etc.), pour un coût modique qui pourrait consister, par exemple, à partager les bureaux et effectifs.

ii) Mais l'objectif le plus important devrait être d'améliorer la communication parmi les journalistes qui travaillent sur le PDDAA-NEPAD avec des sources de nouvelles nationales et régionales. Cela pourrait se faire par la mise en place d'un journaliste de liaison PDDAA-NEPAD qui alerte d'autres sections (dédiées à la culture, à l'économie, aux questions sexo-spécifiques, à l'agriculture, etc.) quant à la pertinence des développements qui interviennent au niveau du Secrétariat ou dans les capitales d'autres pays. La fertilisation croisée de la collecte de nouvelles provenant des divers domaines d'intervention de l'action politique revêt une importance extrême pour effectuer un examen adéquat de la gouvernance à plusieurs niveaux, et les bureaux de rédaction devraient s'efforcer d'encourager et de coordonner un tel processus. Les journalistes qui couvrent les affaires régionales devraient, par exemple, mener des enquêtes plus approfondies sur la dimension NEPAD/UA des préoccupations nationales ou régionales, tandis que les journalistes agricoles qui fournissent des informations sur des sujets d'envergure nationale devraient prêter une plus grande attention aux répercussions potentielles des décisions du PDDAA à l'échelle du pays. Une telle approche contribuerait également à traiter les écarts de redevabilité, qu'il s'agisse de succès ou d'échec, dus aux changements de stratégies de la part de divers dirigeants (présidents, ministres) à divers niveaux de la gouvernance du NEPAD.

iii) Il est nécessaire d'élargir la collaboration et de créer des réseaux parmi les diverses agences de presse nationales et régionales. La plupart des principaux problèmes qui existent actuellement dans le cadre des politiques africaines ne peuvent pas être étudiés de manière appropriée si l'on s'en tient à des sources nationales. Les journalistes qui travaillent dans le contexte d'un pays spécifique se heurtent cependant à un certain nombre d'obstacles lorsqu'ils envisagent de traiter une question liée à d'autres États membres ou à des sources d'information étrangères et cherchent à recueillir des données à son sujet. Les agences de presse devraient s'efforcer de favoriser le développement de réseaux de recherche transnationaux (par exemple TAEF [The All Editors Africa Forum], SANEF [South African National Editors Forum], SABA [Agence de presse de la République du Yémen], HANA [Highway Africa News Agency], PANA [Agence panafricaine d'information], WAJA [West African Journalist Association], etc., en collaboration avec des institutions de formation) pour remédier à ces lacunes en tirant profit de l'expertise et des contacts d'autres organisations et journalistes.

Les réseaux informels entre journalistes ont joué un rôle clé dans le cadre des recherches d'information sur les nouvelles qui se sont conclues par la chute de divers régimes despotiques et néo-coloniaux. D'une manière générale, les organismes médiatiques devraient s'appliquer à améliorer leur collaboration en matière de recherche d'information.

iv) Les journalistes doivent posséder les connaissances et compétences nécessaires pour couvrir les questions concernant le PDDAA-NEPAD. Un grand nombre de journalistes ne sont toujours pas au courant, à l'heure actuelle, du PDDAA et de ses priorités. Ils ne possèdent pas les connaissances de base relatives à la mise en œuvre du PDDAA aux niveaux régional et national et à ses liens avec le NEPAD/UA et ils ne savent pas, non plus, où et comment se procurer rapidement les informations pertinentes. Les agences de presse devraient s'efforcer de créer et former des effectifs aptes à effectuer un travail de recherche sur les questions ayant trait au PDDAA-NEPAD. Elles devraient encourager l'acquisition des principales langues africaines, stimuler l'utilisation d'Internet comme principale source d'information sur les affaires du NEPAD, et offrir aux journalistes la possibilité de se rendre au Secrétariat du NEPAD pour recevoir une formation interne ou suivre des cours qui donnent des instructions relatives aux reportages sur le NEPAD. On pourrait également envisager des programmes d'échange, de jumelage ou d'internat entre les organismes médiatiques de divers pays pour contribuer à améliorer la connaissance des autres pays et bâtir des contacts, ce qui se révélerait utile pour obtenir des informations sur les actualités régionales. Finalement, il convient de prendre des mesures pour améliorer les liens entre les associations nationales de journalistes qui pourraient coopérer, par exemple, dans le cadre de la création d'un programme de formation à l'intention des journalistes.

## **D : Informations détaillées sur l'atelier de travail**

### 1. Objectifs

L'atelier de travail sur le PDDAA-NEPAD à l'intention des professionnels médiatiques a pour objectif général de fournir les connaissances et compétences nécessaires pour traiter et couvrir les principaux aspects du PDDAA et ses incidences à multiples facettes au niveau des populations africaines. Plus précisément, l'atelier de travail portera sur les questions relatives aux investissements agricoles en faveur de la croissance économique et du développement durable. Son objectif secondaire, qui tient également lieu de suivi de l'engagement inaugural du réseau des journalistes du PDDAA de 2008, consiste à mettre en place un groupe de spécialistes des mass médias sensibilisés aux problèmes que rencontrent les gouvernements et populations africaines qui s'efforcent de parvenir à une croissance économique pilotée par le secteur agricole.

Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants :

- i. Fournir des informations sur le PDDAA aux journalistes.
- ii. Faire comprendre aux journalistes les impacts existants et potentiels de la sécurité alimentaire, de la faim, de la malnutrition et de la dégradation environnementale sur le bien-être des populations (en liaison avec une formation active dans le cadre d'une visite sur le terrain/site).
- iii. Discuter avec les journalistes des investissements agricoles et de la manière de les traiter dans les reportages, dans le cadre d'une visite sur site (questions du quoi, comment, pourquoi, où, qui et quand).
- iv. Explorer avec les journalistes les mesures qui peuvent être prises pour commencer à effectuer des reportages sur le PDDAA/agriculture conformément aux calendriers prévus, en relation avec un thème défini à l'avance portant, p. ex., sur un compte rendu trimestriel des principales actualités et/ou une série d'articles sur le PDDAA produits par des journalistes du réseau sélectionnés et couvrant les événements clés du PDDAA.
- v. Procéder à l'inauguration officielle du réseau des agents de communication/journalistes du DAAPP, conformément au point iv).
- vi. S'accorder sur les points suivants :
  1. La création formelle d'un service en ligne (forum de discussion en ligne sur le site Web du PDDAA), coordonnée par le NEPAD/UA avec l'aide d'IFPRI/AGRA/CTA (Institut international de recherche sur les politiques alimentaires/Alliance pour une révolution verte en Afrique/Centre technique pour le développement de l'agriculture)
  2. La marche à suivre pour répondre aux besoins de formation des journalistes afin de renforcer régulièrement leurs compétences (au moins une fois par an)
  2. La manière d'améliorer les systèmes de communication actuels en ce qui concerne les listes de diffusion
  3. La parution prochaine de la lettre d'information du PDDAA et le rôle des journalistes

## **E : Sujets de discussion identifiés**

- Rôle des mass médias dans le cadre des reportages sur le PDDAA
- Sources d'information sur les questions liées au PDDAA : Conférences de presse, conventions, rapports d'études, documents d'orientation stratégique, individus agissant comme points focaux du PDDAA
- Conseils pratiques : Ministres, bureaux des archives publiques des ministères de l'Agriculture, Secrétariat du NEPAD, COMESA (Marché commun de l'Afrique australe et orientale), CUA (Commission de l'Union africaine), rapports et archives ; sources dans le cadre des ONG (Organisations non gouvernementales), des organisations internationales
- Découpage des problèmes complexes du PDDAA : Cibles du PDDAA, suivi du budget et investissements en faveur de l'agriculture
- Comment illustrer, en des termes réalistes, concrets et pratiques, la manière dont le PDDAA-NEPAD peut faire la différence dans la vie des individus, leurs communautés et pays
- Comment faire valoir la pertinence du PDDAA au niveau national

## **F : Quelques remarques de conclusion**

En réfléchissant aux conseils pratiques susmentionnés, il est important de se rappeler que la difficulté que le journaliste africain doit surmonter consiste à raconter l'histoire du PDDAA-NEPAD sous une forme qui soit intéressante, attrayante et/ou d'une manière qui rectifie la fausse image de l'Afrique qui paraît dans les actualités, tout en indiquant ses échecs et ses succès et leurs implications dans la vie quotidienne des africains. Le principal défi qui interpelle tous les professionnels médiatiques africains est de réfléchir à la manière de parvenir à ce que la majorité des individus comprennent mieux le PDDAA-NEPAD, en utilisant des langues et formats journalistiques auxquels nous pouvons tous avoir facilement accès.